

## SYRIE

# Un centre des services secrets attaqué par des dissidents

**Un centre des services secrets syriens a été attaqué hier près de Damas par des militaires dissidents, la première attaque de ce type en huit mois de contestation contre le régime, à quelques heures d'une réunion de la Ligue arabe à Rabat consacrée à la crise syrienne.**

Cette attaque a été menée à l'aube par «l'Armée syrienne libre», une force d'opposition armée dont la création a été annoncée en juillet par le colonel Riad Al-Assad, qui a déserté et s'est réfugié en Turquie, ont indiqué les Comités locaux de coordination (LCC).

«L'Armée libre a frappé avec des roquettes et des grenades RPG le centre des services de renseignements aériens situé à l'entrée de Damas», ont expliqué dans un communiqué les LCC, une organisation de l'opposition qui coordonne les manifestations sur le terrain contre le régime de Bachar Al-Assad. «Nous avons des informations confirmées qu'un centre des services de renseignement à Harasta a été frappé», a rapporté de son côté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé en

Grande-Bretagne. Aucune information sur d'éventuelles victimes, tant du côté des services secrets que des déserteurs, n'était disponible dans l'immédiat. L'«Armée syrienne libre» a, par ailleurs, annoncé la création d'un conseil militaire provisoire pour faire tomber le régime, protéger la population et prévenir l'anarchie.

L'attaque contre le centre des services secrets est survenue à quelques heures d'une réunion, à Rabat, de la Ligue arabe pour entériner la décision de suspendre Damas des travaux de l'organisation.

Cette décision a été approuvée le 12 novembre par 18 des 22 membres de la Ligue, qui a également menacé de sanctions le régime de Bachar Al-Assad faute d'avoir appliqué un plan arabe prévoyant la fin des violences, la libération des manifes-

tants et le retrait des forces armées des villes.

Mardi, dans un apparent geste de bonne volonté à la veille de la réunion de la Ligue, «1 180 détenus, impliqués dans les événements en Syrie et qui n'ont pas de sang sur les mains, ont été libérés», selon la télévision publique. Mais le ministère syrien des Affaires étrangères a annoncé que la Syrie ne participerait pas à la réunion de la Ligue, ni à une réunion arabo-turque également prévue hier à Rabat.

Les Etats-Unis ont dit souhaiter que la réunion de la Ligue arabe adresse «un message énergique à Assad, qui est qu'il doit permettre la tenue d'une transition démocratique et mettre fin à la violence contre son peuple». «Nous continuons de voir grandir le concert des pressions internationales contre Assad», s'est félicité un porte-parole du département d'Etat, Mark Toner, en saluant les sanctions décidées par la Turquie contre le régime syrien. Ankara a décidé mardi d'arrêter sa coopération avec

Damas dans le domaine de l'exploration de pétrole et indiqué qu'elle pourrait aussi réviser ses livraisons d'électricité. «Le régime syrien va payer très cher ce qu'il a fait», a déclaré hier le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu à l'ouverture du Forum de coopération turco-arabe à Rabat.

Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, effectuera une visite en Turquie aujourd'hui et demain vendredi afin d'évoquer avec les dirigeants turcs notamment la question de la crise syrienne, a rapporté l'agence turque Anatolie.

La Syrie est secouée depuis la mi-mars par un mouvement de contestation sans précédent, qui tend à dégénérer en conflit armé.

Les défections et les affrontements entre soldats de l'armée régulière et déserteurs se sont multipliés ces dernières semaines dans le pays, où la répression de la contestation a fait plus de 3 500 morts, selon l'ONU. Lundi, 34 soldats et 12 déserteurs avaient ainsi péri dans

la province de Deraa (sud) lors d'affrontements armés, selon l'OSDH.

Hier, les violences ne faiblissaient pas, faisant au moins dix-sept morts dont huit militaires.

Selon l'OSDH, quatre personnes — trois déserteurs et un civil — ont été tuées par des tirs des forces de sécurité à Keferzita dans la province de Hama (centre) où huit militaires ont également été tués dans l'attaque d'un point de contrôle. Quatre civils ont été tués dans la ville assiégée de Homs (centre) et un autre civil dans la localité de Hara, dans la province de Deraa (sud). Alors que le roi Abdallah II de Jordanie avait appelé lundi M. Assad à «quitter le pouvoir», devenant le premier dirigeant arabe à lancer un tel appel, ce dernier a été relayé mardi par l'ex-ambassadeur d'Arabie saoudite aux Etats-Unis, le prince saoudien Turki al-Faïçal, pour qui le départ du président Assad paraît «inévitabile». De son côté, l'Union européenne a étendu ses sanctions contre Damas à 18 personnes et a décidé de geler des prêts européens.

## YÉMEN

## Des manifestants appellent à suspendre Sanaa de la Ligue arabe

**Des milliers de Yéménites hostiles au président Ali Abdallah Saleh ont manifesté hier à Sanaa, réclamant la suspension de la participation de leur pays à la Ligue arabe, à l'instar de la Syrie.**

«Ligue arabe, nous réclamons la suspension de l'adhésion» du Yémen, scandaient les manifestants, partis de la place du Changement, épicentre de la contestation, pour marcher vers le quartier d'Al-Hassaba (nord).

«Pas de garanties pour l'assassin», répétaient encore les manifestants en référence au pré-

sident contesté, au pouvoir depuis 33 ans. Les forces fidèles au chef de l'Etat ont tiré des coups de semonce en l'air lorsque les manifestants se sont approchés d'une résidence de M. Saleh dans le quartier d'Al-Hassaba, selon un correspondant de l'AFP. La Ligue arabe a suspendu le 12 novembre la partici-

pation de la Syrie à ses réunions, pour protester contre la répression de la contestation depuis huit mois par le régime du président Bachar Al-Assad, qui a fait 3 500 morts, selon l'ONU.

L'impasse politique est totale au Yémen, où les manifestants réclament depuis le mois de janvier la démission du président Saleh.

Ce dernier multiplie les déclarations, affirmant sa disposition à quitter le pouvoir, mais refuse de signer un plan de sortie de crise

élaboré par les monarchies arabes du Golfe. Le Conseil de sécurité de l'ONU a exhorté le 21 octobre le président Saleh à signer ce plan, qui prévoit notamment qu'il remette le pouvoir à son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, en échange d'une immunité pour lui et sa famille.

La répression des manifestants qui réclament la démission du président Saleh et les affrontements entre forces rivales ont fait des centaines de morts depuis janvier au Yémen.

## ARABIE SAOUDITE - IRAN

## Riyad saisit l'ONU d'un projet condamnant les attaques contre ses diplomates

**L'Arabie saoudite veut obtenir de l'Assemblée générale de l'ONU la condamnation des attaques contre les diplomates après le complot iranien présumé pour assassiner son ambassadeur à Washington, a rapporté mercredi l'agence officielle SPA.**

Dans un communiqué cité par l'agence, la mission saoudienne auprès de l'ONU annonce qu'elle doit saisir mercredi l'Assemblée générale d'un projet de résolution sur «les attaques terroristes contre les personnes ayant une immunité internationale».

La mission a stigmatisé «le complot pour l'assassinat de l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis» et appelé la communauté internationale à «dénoncer

le terrorisme».

Les Etats-Unis ont accusé l'Iran d'avoir planifié l'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington, Adel Jubair. Le principal accusé dans l'affaire, Mansour Arbabsiar, un Américano-Iranien, a plaidé «non coupable» devant un tribunal fédéral de New York.

Téhéran a rejeté en bloc les accusations américaines, affirmant que Washington avait

monté de «toutes pièces» cette affaire pour créer des divisions entre les pays de la région et faire oublier les problèmes internes aux Etats-Unis et leurs difficultés au Moyen-Orient.

«Une ou deux clauses de cette résolution qui évoquent le récent scénario américain doivent être soit supprimées soit corrigées», a réagi le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, dans une déclaration à l'agence de presse officielle iranienne IRNA. Sans ces références, le projet de résolution proposé par l'Arabie saoudite pourrait obtenir le soutien de l'Iran, selon M. Salehi. «Nous

sommes d'accord sur la majorité de ce projet et nous pourrions être un des pays signataires», a-t-il déclaré.

Le quotidien saoudien *Al-Hayat* a rapporté mercredi que Riyad avait créé une force spéciale de commandos, chargée de la protection de ses diplomates et de ses missions diplomatiques dans le monde, des missions diplomatiques étrangères dans le royaume et des personnalités importantes.

Cette force, bien entraînée et bien armée, relève du ministère de l'Intérieur, que dirige le nouveau prince héritier, Nayef Ben Abdel Aziz.

### SAHARA OCCIDENTAL Un militant sahraoui interpellé à Dakhla

Les autorités marocaines ont interpellé mardi le militant sahraoui Atikou Barraï dans la ville de Dakhla pour ses activités militantes, a indiqué mardi le ministère des Territoires occupés et de la Communauté sahraouie.

«Des éléments de la police en tenue civile ont pris le militant sahraoui des droits de l'homme en filature avant de l'interpeller à bord d'un véhicule relevant de la police judiciaire au niveau de la cité Kssikssate», a indiqué mercredi l'agence de presse sahraouie SPS.

Atikou Barraï s'ajoute ainsi à la longue liste des militants sahraouis qui croupissent dans les prisons marocaines et dont le seul tort est d'avoir «diffusé des témoignages et des enquêtes et d'avoir pris contact avec des organisations de défense des droits de l'homme».

Le militant sahraoui a été transféré au poste de police de Dakhla, selon la même source qui a souligné qu'il «subira un interrogatoire avant d'être transféré devant le juge d'instruction près le tribunal d'Al Ayoune».